

« On nous laisse dans le flou » : rassemblement devant la mairie pour l'avenir de Gerstube



« On nous laisse dans le flou » : rassemblement devant la mairie pour l'avenir de Gerstube

Deux semaines après l'annonce de la non-reconstruction de l'usine, salariés, habitants et élus se sont rassemblés lundi 15 septembre devant la mairie. Entre colère et incertitude, la mobilisation s'organise pour défendre l'avenir de Gerstube et du territoire.

Une mobilisation marquée par l'absence du PDG.

Une entreprise au cœur de l'histoire locale

Fondée en 1947 et implantée depuis toujours route d'Eauze, **Gerstube fait partie de l'histoire de Vic-Fezensac**. Ses salariés ont contribué, durant près de 80 ans, au développement et au rayonnement de la ville, bien au-delà du territoire. Dans un communiqué diffusé en amont de la mobilisation, la CGT a rappelé que derrière la décision patronale, il y a « des dizaine de salariés qui ont consacré une grande partie de leur vie à l'entreprise, des dizaines de familles menacées et une ville déjà fragilisée par la fermeture de Delpeyrat en mars ».

La centrale syndicale insiste sur les conséquences de la fermeture : un recul économique et social durable qui affecterait l'ensemble du bassin d'emplois — agriculture, sous-traitants locaux, commerces, services privés et administrations.

Une mobilisation pour « être entendus »

À l'initiative du mouvement, **Élodie Morel, salariée de Gerstube depuis neuf ans, ex-déléguée du personnel**, a expliqué les raisons du rassemblement : « Nous sommes tous touchés. Le PDG a demandé à rencontrer les salariés par groupes de 4 ou 5, mais la grande majorité refuse : il doit dire les choses à tout le monde ou à personne. Vendredi soir, à 17 h, il nous a prévenus qu'il ne viendrait pas. On a décidé de maintenir la mobilisation pour qu'il voie qu'une seule décision peut mettre à mal des dizaines de vies. »

Elle a rappelé qu'aucun courrier officiel annonçant l'abandon du site n'avait été envoyé aux salariés : « Nous n'avons pas été prévenus personnellement. C'est par le biais du délégué syndical que l'information a circulé. Officiellement, nous n'étions pas au courant. Depuis le CSE du 2 septembre, où le PSE a été évoqué, nous vivons dans le flou total. »

Un climat d'incompréhension et de colère

La CGT souligne l'injustice de la décision : « Comment comprendre la fermeture alors que l'entreprise est rentable, que le groupe Alfiplast réalise un chiffre d'affaires spectaculaire chaque année, et que les assurances rembourseront après l'incendie ? » rappelle le syndicat. Les salariés, eux, n'oublient pas avoir été en première ligne pendant le COVID, fabriquant des millions de flacons pour le gel hydroalcoolique, tout en continuant de répondre aux besoins pharmaceutiques, industriels et cosmétiques.

« Des millions d'euros d'argent public ont été versés ces dernières années, et au moment où il s'agit d'investir pour reconstruire, le propriétaire se débîne », dénonce encore la CGT, qui accuse la direction de chercher à « isoler et diviser les salariés » en refusant une communication claire et collective.



M.Boronad, délégué syndical CGT et salarié depuis 25 ans, a dénoncé « un gros manque de communication » : « Le PDG nous a annoncé son choix de ne pas reconstruire et de procéder à un plan social, mais sans communication officielle. Il a demandé que je transmette l'information : je ne suis pas son porte-parole. Nous avons appris qu'il souhaitait nous recevoir par petits groupes, mais nous voulons tous la même information, au même moment. »

Il ajoute : « Aujourd'hui, tout ce que l'on sait, c'est que l'activité ne reprendra pas et qu'un PSE sera engagé. Mais aucun document officiel n'a encore été remis. Les salariés sont laissés dans le flou, ce qui est un manquement grave aux obligations de la direction. »

Soutien des élus locaux

La maire de Vic-Fezensac, Barbara Neto, était présente pour apporter son soutien : « Cette mobilisation est importante pour que commerçants et habitants puissent montrer leur attachement aux salariés. Nous allons accompagner les reclassements, récolter les CV, travailler avec la CCI. Mais il est dommage que le PDG ne soit pas venu : les salariés méritent des réponses. Jusqu'à la mi-juillet, tout allait dans le sens d'une reconstruction. Aujourd'hui, l'incertitude est presque aussi difficile à vivre que l'annonce de la fermeture.

Notre responsabilité d'élus, c'est aussi de nous mobiliser aujourd'hui encore plus qu'hier sur la question de notre développement économique et d'apporter notre soutien aux commerçants, aux artisans et aux porteurs de projets."

Isabelle Marie, présidente de l'association des acteurs économiques du territoire, Vic Kiosque, apporte son entier soutien aux salariés : « Nous sommes en contact avec le délégué syndical. Si une association de soutien se crée, nous participerons. Nous avons envisagé une soirée de solidarité, mais ce n'est pas le moment. »

Une solidarité à élargir

Le député David Taupiac, représenté par son porte-parole, a rappelé qu'il suivait le dossier depuis l'incendie et évoqué des pistes régionales d'accompagnement.

Enfin, **Éric Catarutti, secrétaire général de l'UD CGT du Gers**, a élargi le propos : « Ce que nous vivons ici, c'est la création d'un désert social. Les grands patrons se permettent de fermer et délocaliser au détriment des salariés et des territoires. Il faut que la population se rassemble : commerçants, artisans, habitants. Sans solidarité, nous allons vivre de mauvais jours. »

Il insiste sur la nécessité de négocier un **plan social digne** : « Le terme de "plan de sauvegarde de l'emploi" est trompeur. Ici, il s'agit bien de licenciements. Nous demandons que les salariés obtiennent plus que le minimum légal. L'impact psychologique est déjà énorme, il ne faut pas que le volet financier vienne aggraver la souffrance. »

69 emplois menacés, une ville fragilisée

Avec **69 salariés concernés**, c'est tout un pan de l'économie locale qui se retrouve menacé. Les élus et syndicats présents ont affirmé leur volonté de maintenir la pression et de créer une structure collective de soutien, afin de ne pas laisser Vic-Fezensac sombrer dans l'incertitude.

